

## **CULTURE, POLITIQUE, CULTURE, POLITIQUE, CULTURE...**

Il est des concepts qui se font jour et demeurent un certain temps « intuitifs » au sens où l'on est convaincu de leur bien fondé en même temps qu'on est incapable d'exprimer pourquoi. Tout au moins d'une manière qui soit claire pour tous. Il en est ainsi, pour ce qui me concerne, de ***l'importance fondamentale de la culture*** dans la vie sociale. On me répondra que j'enfonçe des portes ouvertes car, d'une part il existe un courant « culturaliste » affirmé, d'autre part il est bien évident que c'est la culture qui constitue le ciment social, que c'est elle seule qui relie l'individu à la communauté à laquelle il appartient. Tout ceci reste cependant suffisamment schématique pour que certains le puissent ignorer avec opiniâtreté. Les choses ne sont donc pas tout à fait aussi simples. Et pourtant, le déficit culturel qui sous-tend l'exclusion, au-delà d'un défaut de redistribution, engendre surtout la souffrance dans l'incapacité d'échanges humains.

Une précaution liminaire : la culture dont il est question ici n'est pas la discussion du budget de l'Opéra Bastille de Paris, quoiqu'elle y soit d'une certaine manière intéressée au sens où plus des deux tiers des subsides gouvernementaux (puisés dans nos ressources propres) sont employés à subventionner « la culture » du nombril du monde... Cette culture-là n'est pas non plus le prétexte à un enfermement dans un cadre étriqué antisocial. La notion est complexe car elle met en cause une autre notion encore plus mal comprise en général, qui est celle de proximité culturelle. De l'enfermement dans la famille, dans la tribu, dans le quartier, à l'universel humain, il y a une gradation de multiples reconnaissances de proximités culturelles, qui se placent à des niveaux de société différents. Rejetons donc de prime abord les œillères d'un repliement stérile, fasciste, donc suicidaire. Commençons par observer par exemple que si la langue est l'outil essentiel d'expression d'une culture, elle n'en est pas l'alpha et l'oméga. C'est à dire que les nuances d'usage ne doivent pas jouer le rôle de barrières pour l'entente sociale. L'aire linguistique de l'Occitan comprend au moins quatre grandes régions, celle du Français en comprend environ une douzaine (il est inutile ici d'entrer dans plus de détails). Chacune de ces subdivisions correspond à la fois à des nuances linguistiques et culturelles, ce qui n'est pas étonnant, les milieux naturels accusant eux même des différences qui, pour être minimales, n'en sont pas moins évidentes. Et, dans le même temps, un basque aussi bien qu'un flamand n'hésitera pas à se reconnaître dans une culture européenne... Cet état de fait est, en France, masqué en grande partie par l'idéologie coloniale qui a servi à imposer par la force ou par la pression psychologique, une notion de langue unifiée, affirmée comme progrès universel de l'humanité. Comme si un catalan et un alsacien parlaient un français indifférencié, ciment de la Nation... La culture c'est, au delà de cela, une sorte de connivence qui pousse les individus à vivre dans un même contexte des destins qu'ils analysent de manière similaire. Ceci est toujours plus fort que la force imposée, ce qui explique que les méridionaux (au sens des européens ... « du nord »), malgré les efforts considérables déployés pour les « normaliser » soient demeurés des êtres bizarres et quelque peu risibles. C'est pourquoi aussi les pouvoirs ont toujours condamné, déprécié, voire diabolisé les « communautés » qui existent au sein de la nation, sauf évidemment la « communauté française » inévitable, fondamentale...

Mais on rejoint ainsi une autre notion, qui est celle de pouvoir. Le pouvoir, c'est l'autorité, la possibilité légale d'agir au plan social, la légitimité. C'est un processus

social qui consiste à persuader l'individu que d'autres peuvent prendre son destin en charge à sa place. Mais ces autres se le font payer très cher au sens où c'est leur propre destin qu'ils conduisent, leur soif de domination qu'ils assouvissent. La délégation de pouvoir qui est le fondement de la « démocratie » est la négation de la responsabilité individuelle. C'est elle qui conduit à l'impuissance sociale, à la démission individuelle et en dernier ressort au fascisme, au bout d'un long chemin d'écœurement qui détruit l'individu. L'idée principale qui sous-tend la justification du pouvoir est celle de sa nature universelle et inévitable. Sur ce plan, la France est particulièrement exposée et ses intellectuels sont remarquablement peu enclins à la contestation. Cette « nation », admirable exemple d'unité universaliste, d'indivisibilité, de droits de l'Homme, forgée à l'aune d'un centralisme maladif, a quand même fourni à l'Europe ébahie, entre autres merveilles un Saint Louis, un François Ier, un Louis XIV et deux Napoléon. On a tendance à oublier cela dans les brumes du temps qui passe... Et pourtant, l'histoire montre que ce n'est pas une malédiction inévitable. La recherche d'influence et d'avantages personnels est une caractéristique de l'individu, tout autant que sa tendance à s'affirmer par delà les normes sociales qui, elle, conduit à un niveau supérieur de culture qu'est la création. C'est une constante de l'humanité. Cependant, l'organisation sociale peut varier considérablement et laisser plus ou moins libre cours aux intérêts personnels.

Le problème qui se pose donc est celui de l'organisation sociale. Ceux qui détiennent le pouvoir ont avantage à ne le point partager, même si, comme à l'heure actuelle, ce pouvoir n'est plus un contrôle sans partage de la société, soumis qu'il est aux forces insondables de la spéculation financière informatisée. On peut imaginer, ostracisme contre ostracisme, un « grand soir » libérateur dont les caractéristiques essentielles ne pourraient être qu'une intolérance opposée à une intolérance, un changement de pouvoir dont l'aspect sanglant n'est plus à démontrer. Ce n'est d'ailleurs pas ainsi qu'évolue l'Humanité, sauf cas de guerre alors qualifiée de « civile », qui aboutit à des mutations sociales imprévisibles a priori. On en a en France l'exemple parfait avec la révolution de 1789 qui n'aura été qu'un changement de mains d'un pouvoir qui, pour se justifier et se maintenir, aura glorifié de belles déclarations qui sont toujours utilisées, par les « nationaux républicains », pour s'opposer à tout ce qui bouge et risque de remettre en cause leur domination. Ce genre de pouvoir est complètement usé. On en a la preuve à observer la ligne de fracture entre fédéralistes et « nationaux républicains », qui traverse de part en part la classe politique dans sa diversité d'intérêts et ses oppositions. L'analyse sociale n'en est pas simplifiée, les mots eux-mêmes ayant été soigneusement vidés de leur sens par une « langue de bois » assidûment pratiquée de manière à préserver des prébendes plutôt que de tenir compte des évolutions inévitables.

Ceux qui ont à cœur l'épanouissement de l'individu plutôt que la préservation du pouvoir, ceux qui étouffent physiquement de l'état de délabrement des relations sociales, ceux qui meurent de ne point trouver leur place dans la société, sont naturellement tous les jours plus nombreux à agir pour essayer de « faire quelque chose » pour changer cela. Aux temps somme toute pas si éloignés où la structure sociale en place conservait encore une apparence d'efficacité, ils pouvaient, à tort ou à raison, choisir l'action à l'intérieur d'un parti offrant un programme politique plus ou moins défini, ou bien au sein d'un syndicat correspondant à leurs aspirations. Tout cela a maintenant rejoint le rayon des vieilles lunes, ce qui, soit dit en passant, est la preuve tangible d'une évolution générale indéniable, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur elle. Tous ceux qui essaient de « s'en sortir » avec les autres sont des militants culturels. Ils sont bien loin d'en avoir tous conscience, encore imprégnés qu'ils sont d'une organisation sociale qui leur impose toujours son écrasante force d'inertie. Ils sont pourtant ceux qui cherchent activement une voie nouvelle pour accéder, eux et leurs semblables, à une nouvelle culture sociale, à une « convivialité » renouvelée.

Nous vivons une période où les regroupements par affinités culturelles, par intérêts convergents, par la culture, se font de plus en plus nombreux par delà les classifications « politiques » conventionnelles. C'est indubitablement une manifestation culturelle, une mise en valeur des « communautés », encore faut-il analyser ce à quoi

elle sert et c'est d'autant plus urgent que par ailleurs la classe politique alimente chaque jour un peu plus l'illusion d'entente cordiale entre la chèvre et le choux sur laquelle comptent les loups pour dévorer le troupeau...

Les associations, collectifs, regroupements citoyens de résistance au fascisme, etc... se font sans cesse plus nombreux. Avant de s'en réjouir sans réserve, encore faut-il examiner de quoi ils se composent et à quoi ils aboutissent. On se rend alors compte que leurs adhérents, s'ils sont souvent d'anciens militants syndicaux et politiques ayant conservé un certain sens de l'efficacité, sont aussi des gens qui ne s'étaient jamais auparavant impliqués dans la vie associative, n'ont aucun sens des réalités culturelles de la société, de ce que l'on peut prétendre réussir et de ce qui est hors de portée (« Si tous les gars du monde... »). Ceci est une simple constatation et surtout pas une critique. Il est tellement préférable de se poser la question de savoir comment faire naître chez ceux-là un sens suffisant de la responsabilité partagée, plutôt que de déplorer qu'ils aient choisi de jouer le rôle du « choux »... C'est fondamentalement une question de liens sociaux, donc de culture, qui ne se résout pas instantanément et il faut savoir que le résultat est quelquefois déroutant. On peut par exemple voir les plus actifs et déterminés des membres d'un groupe s'affirmer et s'abuser ainsi socialement au point de rejoindre les rangs d'un des « grands » partis politiques, n'écoutant que les sirènes du pouvoir sans forcément en avoir conscience.

C'est à ceux qui, par leur vécu, ont conscience de cette importance de la culture, de ce que l'évolution sociale est la somme d'une multitude de petites touches, c'est à ceux qui se rendent compte concrètement de la gravité de l'actuel verrouillage social, qui fait que plus rien n'est possible hors le cadre de la monstrueuse accumulation de pouvoir, d'assumer le rôle de ferments de l'évolution vers plus d'humanité. Cela passe par une contestation déterminée du pouvoir et cette détermination ne dépend pas des fusils, mais de la mise en porte-à-faux de la « légalité » assénée. La seule voie actuellement visible passe par la mutualité, la coresponsabilité. Mais là encore, il ne s'agit pas de réinventer la mutualité ouvrière, qui a été un moment fort de la lutte contre le pouvoir exploiteur. Les problèmes qui se posent à ce niveau sont d'une part celui de la participation *de tous* et d'autre part celui de l'organisation fédérative.

On a encore une tendance nette à se cantonner aux structures existantes. Quand on envisage la responsabilisation de tout un chacun, on pense naturellement au niveau communal et bien des déclarations d'intention visant à la responsabilisation « à la base » portent ainsi sur la municipalité. Il y a pourtant lieu de se poser la question de l'opportunité d'une telle démarche. D'une part, la commune n'est pas un exemple de démocratie, elle est plutôt structurée de manière à servir le pouvoir. Le maire d'une petite commune sans moyens ne risque qu'une chose : être un jour ou l'autre le bouc émissaire d'une affaire judiciaire qui lui est complètement étrangère. Celui d'une grande ville est ouvertement un despote qui est là parce que c'est la filière normale qui conduit au Conseil général puis au Sénat. Celui-là, on peut en être assuré, jouera du pouvoir discrétionnaire qui lui est octroyé, qui lui permet entre autres d'éliminer, à la limite sans raison officielle, un ou des conseillers municipaux qui ne constituent finalement qu'une chambre d'enregistrement. Le pouvoir centralisé français accentue les inconvénients d'une telle structure en imposant des directives, entre autres d'aménagement du territoire, qui ne souffrent pas la discussion, ou alors à un niveau formel, entre « décideurs », sans influence sur la décision. Et pourtant, c'est vrai que le niveau municipal est important parce que c'est là que, bien ou mal, se concrétisent les choses. Cependant, il faudrait être une sorte de saint comme en décrivent les récits bibliques pour espérer réformer, moraliser de l'intérieur un système qui ne verra sa fin que dans son effondrement. De plus, la municipalité est une entité socialement étriquée dans laquelle il est trop simple de se donner bonne conscience avec les œillères de l'indifférence. Si l'action culturelle de responsabilisation commence au niveau des rapports entre individus, elle ne peut pas se limiter, se localiser, à des zones géographiquement étriquées par décision administrative. L'expérience qu'on a maintenant de ces problèmes conduit plutôt à envisager une aire moins rigide, plus

globalement culturelle, plus ouverte, constituée de ce que l'on commence à appeler un « pays » (concept lui aussi détourné par la classe politique). Cela correspond à un cadre de vie homogène par son paysage, son climat, ses ressources, la façon intime que la population a d'y vivre. La notion actuelle la plus approchante serait probablement la communauté de communes ou le bassin d'emploi qui, eux, sont cependant construits sur des bases économiques différentes. La notion de culture y est occultée, bien que manifestement présente.

La liaison entre toutes ces entités est l'affaire d'un fédéralisme bien construit qui, seul, permet d'espérer préserver les intérêts divers qui ne peuvent que s'exprimer dans ce cadre. Le fédéralisme est encore l'une de ces notions complètement piégées, surtout en France. La révolution, toute neuve toute belle, avait abordé favorablement la question. La réaction royaliste comprenait rapidement que par le biais du fédéralisme-mal-compris elle avait une chance de recouvrer au moins une partie de son pouvoir sur ses anciens fiefs. La maladie du centralisme a fait le reste : aujourd'hui, se déclarer fédéraliste c'est se faire classer « à droite ». Certes, le fédéralisme à la sauce centraliste n'aurait pas fourni des résultats meilleurs que le fédéralisme états-unien dont le défaut principal est de fédérer des « Etats » qui sont déjà par eux-mêmes des pouvoirs incontrôlés. D'autre part, pour parler en termes d'ancien régime, c'est vrai qu'un certain nombre de politiciens de droite se convertissent de plus en plus au fédéralisme. Mais lequel ? Une fédération européenne d'Etats, comme aux Etats-Unis. Ils espèrent par ce stratagème sauver ce qui reste de « souveraineté » des Etats-nations dans une Europe où, en bien ou en mal, leur pouvoir est mis en cause.

Il va sans dire que le fédéralisme que nous envisageons n'a rien de commun avec tout cela. Les pays se retrouvent et s'entendent au niveau de la région et la région n'est pas « mon pays », mais une entité socialement dynamique, donc à la limite une « euro-région » (pensons à Catalogne-Midi Pyrénées par exemple). L'Europe est directement une fédération de telles régions. C'est dans ce cadre seulement que la responsabilité individuelle a des chances de s'exercer. La délégation de pouvoir n'est alors plus un mal nécessaire. A tous niveaux, par le jeu des proximités, des individus peuvent être mandatés pour remplir un rôle déterminé et savent qu'ils auront à rendre compte de la manière dont ils s'en sont acquittés. Non pas pour encourir des sanctions, mais pour faire vivre une démocratie directe qui n'a plus rien à voir avec les pleins pouvoirs pour un certain nombre d'années qu'une minorité attribue selon la loi en vigueur à la classe politique actuelle, que cela plaise ou pas. Dans le cadre du système qui est en train de mourir, le gros problème est celui du contrôle des élus, qui est devenu impraticable et qui ne va pas sans troubler certains esprits soucieux d'équité. La solution est aisée à trouver au moins autant que de tenter de décrocher la lune avec les dents. Les intéressés ont fait tout ce qu'il fallait pour conserver leur pouvoir personnel. L'individualisme travaille contre la société. Les citoyens ne sont pas politiquement adultes, responsables. Ils entretiennent avec « leurs élus » des relations d'allégeance, des rapports de doléances qu'il est décidément difficile de distinguer de ce qui se passait sous la monarchie absolue. Dans le cadre du fédéralisme la question ne se pose pas, ou du moins elle se présente en des termes totalement différents. Il y a longtemps eu et il existe encore quelques sociétés « sauvages » qui savent privilégier la discussion, le compromis socialement positif, en opposition à nos sociétés « civilisées » dominées par un pouvoir qui cultive l'intolérance, le vote « pour ou contre ».

Tout cela peut apparaître comme une belle envolée idéaliste, une utopie assez folle. D'une part, il faut bien reconnaître que sans utopie, l'Humanité est condamnée à la médiocrité, à l'enfermement. Et l'utopie n'est-elle pas simplement ce qui n'est pas encore réalisé ? Précaution à prendre encore à ce niveau : il ne s'agit absolument pas ici de repenser une Arcadie comme l'ont fait les utopistes du siècle dernier : le monde clos idéalisé est à l'opposé de la notion de fédéralisme telle que conçue ici. D'autre part, aussi inaccessible qu'apparaisse le but à atteindre, travailler à l'évolution des mentalités est d'une efficacité de beaucoup plus grande que d'essayer d'imposer une idéologie par la langue de bois ou par la force. La force appelle la force,

l'intolérance suscite l'intolérance. C'est un cercle vicieux dans lequel nos sociétés ne sont que trop engagées et qui nourrit tous les espoirs des malades mentaux qui diffusent les « idées » fascistes. La seule chance d'échapper à cette « malédiction » est bien de porter une attention particulière aux problèmes culturels qui seuls apparaissent susceptibles à la fois de dépasser le cadre sclérosé du système que nous subissons et de permettre d'envisager petit à petit un avenir autre. C'est pourquoi la question de la culture et celle d'un régionalisme humain sont des paramètres fondamentaux d'une démarche progressiste. Etre pour une Europe des Régions n'implique même pas, comme voudraient le laisser entendre ses adversaires, de s'identifier à la culture, à la langue propres d'une région. Il ne s'agit surtout pas d'un repli identitaire, même si la recherche d'une identité perdue peut aider à fédérer les bonnes volontés. L'auteur de ces lignes a lui-même éprouvé bien de la difficulté à exprimer un tel concept d'une façon qui *lui* semble claire. Il ne s'étonnera pas de n'être point entièrement compris de prime abord, mais se sent soulagé de ne plus se considérer en porte à faux, écartelé entre l'importance du régionalisme comme ferment d'une sauvegarde sociale et « la politique » qui ramène toujours aux vieilles lunes d'un centralisme « descabestrat » (\*) comme cela se dit en occitan.

Jean-Claude Latil, 26 Janvier 1999

(\*) Descabestrat : écervelé, débridé